

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/11

19 mars 1996

(96-0988)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 1er MARS 1996

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa onzième réunion sous la présidence de M. Frank Swedlove (Canada). C'était la première fois que le Comité se réunissait depuis l'achèvement des négociations sur les services financiers en juillet dernier. Conformément à son ordre du jour, il devait: évaluer l'acceptation et la mise en oeuvre des résultats des négociations sur les services financiers, échanger des renseignements sur les faits récents touchant le commerce des services financiers, examiner certaines questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques et aux listes d'exemptions de l'article II, étudier la disponibilité de données sur les services financiers et organiser les travaux futurs.

2. La réunion a commencé par un examen de la situation concernant l'acceptation du Deuxième Protocole annexé à l'AGCS. Seuls deux des 29 pays concernés, le Chili et le Japon, avaient accepté le Protocole¹ mais, à la réunion, les représentants de 14 pays² ont dit que ceux-ci entendaient achever dans les plus brefs délais la procédure de ratification et d'acceptation. Aucun obstacle particulier n'a été relevé pour ce qui était de l'acceptation du Protocole par les pays concernés, mais il faudrait encore un certain temps pour que la procédure soit menée à bien dans certains pays.³ Le Président a instamment demandé à tous les pays Membres concernés d'accélérer la procédure d'acceptation du Protocole, compte tenu du délai fixé au 30 juin. Plusieurs délégations ont dit qu'elles mettaient en oeuvre leurs nouveaux engagements avant que ceux-ci soient formellement entrés en vigueur; l'Inde, notamment, a donné des précisions sur les autorisations d'exercer qu'elle avait récemment accordées à sept nouvelles banques étrangères et huit autres succursales de banques étrangères, et les Philippines ont fait état de l'agrément qu'elles avaient donné l'année dernière à dix banques étrangères pleinement autorisées à exercer une activité bancaire et, récemment, à cinq compagnies d'assurance étrangères.

3. Un certain nombre de pays ont rendu compte des faits récents touchant le commerce des services financiers. L'Australie a signalé qu'elle avait procédé à une vaste réforme législative dans le secteur de l'assurance-vie; le Canada a dit qu'il revoyait actuellement sa législation relative aux institutions financières et que les modifications qui en résulteraient prendraient effet en mars 1997; la Communauté européenne a mentionné l'entrée en vigueur de la Directive sur les services d'investissement à compter

¹Le Maroc a accepté formellement le Protocole le 6 mars 1996.

²Australie, Canada, Communautés européennes, Corée, Hong Kong, Inde, Maroc, Mexique, Norvège, Philippines, Pologne, République slovaque, Singapour et Suisse.

³Les 26 pays qui doivent encore accepter le Protocole sont les 13 qui sont mentionnés dans la note 2, à l'exclusion du Maroc, ainsi que l'Afrique du Sud, le Brésil, l'Egypte, la Hongrie, l'Indonésie, le Koweït, la Malaisie, le Pakistan, la République dominicaine, la République tchèque, la Thaïlande, la Turquie et le Venezuela.

de janvier de l'année en cours; l'Inde a fait état de la libéralisation récente des taux d'intérêt sur les dépôts à long terme et de certaines transactions de change; le Japon a indiqué que, dans le cadre de son programme de déréglementation, il assouplirait en avril de l'année en cours (et éliminerait en avril 1999) la limitation concernant la gestion sous forme d'investissements des actifs des caisses de pensions de salariés et des caisses de pensions nationales; la République slovaque a déclaré qu'elle avait l'intention de retirer de sa liste d'exemptions de l'article II une mesure permettant le traitement réciproque des fournisseurs étrangers de services financiers dans le cadre de l'adoption d'une nouvelle Loi sur les banques, comme elle l'avait déjà indiqué dans ladite liste; et les Etats-Unis ont donné des renseignements sur une législation récemment mise en oeuvre qui libéralisait les activités bancaires entre Etats par le biais d'acquisitions, de fusions et de création de nouvelles succursales par étapes.

4. Au sujet des questions techniques relatives aux listes d'engagements spécifiques concernant les services financiers, les délégués ont généralement exprimé le désir d'examiner des questions telles que la clarification de la distinction entre la fourniture transfrontières (mode 1) et la consommation à l'étranger (mode 2), et l'amélioration de la comparabilité des classifications sectorielles utilisées par les divers pays dans leurs listes concernant les services financiers. Il a toutefois été souligné que cet examen ne devrait pas conduire à modifier sur le fond les engagements inscrits par les Membres dans leurs listes ni à imposer une interprétation uniforme lorsque les pratiques des pays étaient différentes. Le Comité a demandé au Secrétariat d'établir un document qui définirait les questions techniques en jeu et servirait de base de discussion à sa réunion suivante.

5. S'agissant de la disponibilité de données sur les services financiers, le Comité a demandé au Secrétariat de lui rendre compte à sa réunion suivante de l'état d'avancement des travaux en cours visant à améliorer la disponibilité de statistiques concernant le commerce des services, compte tenu des questions et initiatives décrites dans le document du Secrétariat intitulé "L'AGCS et les statistiques du commerce des services" (S/C/W/5). Il a été noté que tout travail dans ce domaine ne devrait pas faire double emploi avec celui qui était effectué par d'autres organisations internationales ni imposer une lourde charge aux pays en développement, mais que le Comité devrait jouer un rôle actif dans l'élaboration des statistiques dans la mesure où elles se rapportaient aux services financiers. Il a par ailleurs été proposé que le Comité étudie comment améliorer la clarté et la conformité juridique des listes.

6. Le Président a informé les délégués que le Comité était prié de présenter au Conseil du commerce des services, d'ici à octobre, un rapport sur ses activités depuis la conclusion du Cycle d'Uruguay, l'objectif étant, au bout du compte, de faire rapport à la Conférence ministérielle de Singapour. Pour établir ce rapport et examiner plus avant certaines questions techniques relatives à l'établissement des listes d'engagements, la réunion suivante du Comité aurait lieu au début de l'automne sauf si elle devait être convoquée plus tôt en vue d'évaluer l'acceptation du Deuxième Protocole par les Membres concernés. Le Secrétariat a été prié de déterminer où en était le processus d'acceptation du Protocole dans les divers pays. Le Président du Comité a dit que son mandat était arrivé à terme et qu'il avait été informé que le Président du Conseil du commerce des services aurait des consultations avec les délégations au sujet de la désignation d'un Président avant la réunion suivante du Comité.